

# 6.2

## Réglementation et instructions générales

---

---

## 6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

### 6.2.1 Consultation

#### Avis de consultation

#### **Cadre 81-406 : Information au moment de la souscription de titres d'organismes de placement collectif et de fonds distincts**

(Voir section 3.2 du présent bulletin)

---

#### **Publication d'un projet de règlement à la Gazette officielle du Québec pour consultation – Règlement sur le tarif des frais et des droits exigibles<sup>1</sup>**

Vous trouverez, ci-dessous, le projet de règlement suivant :

- *Règlement sur le tarif des frais et des droits exigibles.*

Ce projet de règlement a été publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 22 octobre 2008 (140<sup>e</sup> année, n° 43). Le texte du projet pourra être approuvé avec ou sans modification par le gouvernement à l'expiration du délai de 45 jours à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* le 22 octobre 2008.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit à l'adresse mentionnée dans l'avis, avant l'expiration du délai de 45 jours à compter de la publication à la *Gazette officielle du Québec*.

**Le 24 octobre 2008**

---

<sup>1</sup> Diffusion autorisée par Les Publications du Québec

## Projet de règlement

Loi sur les instruments dérivés  
(2008, c. 24)

### Tarif des frais et des droits exigibles

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), que le «Règlement sur le tarif des frais et des droits exigibles», dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être soumis au gouvernement qui pourra l'approuver avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

---

Ce projet de règlement propose d'établir le tarif des frais d'inspection et des frais reliés à une enquête ayant permis d'établir la preuve des faits démontrant le non respect d'une disposition de la Loi sur les instruments dérivés et des frais d'enquête que peut recouvrer l'Autorité des marchés financiers de toute personne condamnée pour une infraction prévue par cette loi ou pour une infraction en matière de dérivés résultant des dispositions adoptées par une autre autorité législative. Il propose aussi un tarif pour établir le coût réel des frais engagés par l'Autorité pour l'administration des dispositions de cette loi relatives aux obligations des entités règlementées reconnues.

Ce projet de règlement propose également de prescrire le tarif des droits exigibles pour toute formalité prévue par cette loi ou pour un service fourni par l'Autorité, ainsi que les modalités de paiement applicables à ces droits.

En conséquence, des droits seraient exigibles d'une entité réglementée lors d'une demande de reconnaissance ou d'une demande d'une modification de celle-ci. Des droits seraient également exigibles d'un courtier, d'un conseiller ou d'un représentant lors d'une demande d'inscription, annuellement et lors du dépôt de certains documents. Des droits seraient pareillement exigibles d'un participant au marché lors de la préparation d'une inspection, de l'inspection elle-même et du suivi des recommandations. Des droits seraient aussi exigibles d'une personne qui crée ou qui met en marché un dérivé lors d'une demande d'agrément par l'Autorité ainsi que lors d'une demande d'autorisation d'un dérivé ou lors du dépôt des renseignements annuels. Finalement, des droits seraient exigibles lors d'une demande de dispense et lors d'une demande de désignation d'une personne comme contrepartie qualifiée.

Des renseignements additionnels concernant ce projet de règlement peuvent être obtenus en s'adressant à M. Daniel Laurion, Directeur général – mandats spéciaux, Autorité des marchés financiers, 800, Square Victoria, 22<sup>e</sup> étage, C. P. 246, tour de la Bourse, Montréal (Québec) H4Z 1G3. Numéro de téléphone: 514 395-0558 poste 2121; numéro de télécopieur: 514 873-3090; courriel: daniel.laurion@lautorite.qc.ca

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ce projet de règlement est priée de les faire parvenir par écrit avant l'expiration du délai de 45 jours mentionné ci-dessus à la ministre des Finances, 12, rue Saint-Louis, 1<sup>er</sup> étage, Québec (Québec) G1R 5L3.

*La ministre des Finances,*  
MONIQUE JÉRÔME-FORGET

## Règlement sur le tarif des frais et des droits exigibles

Loi sur les instruments dérivés  
(2008, c. 24, a. 174 par. 3<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>)

### SECTION I TARIF DES FRAIS

**1.** Les frais d'inspection ou ceux reliés à l'enquête, visés à l'article 135 de la Loi sur les instruments dérivés (2008, c. 24), sont de 85 \$ l'heure par inspecteur ou enquêteur.

**2.** Le coût réel des frais engagés par l'Autorité, visé à l'article 143 de la Loi, est établi en fonction d'un tarif de 85 \$ l'heure par agent professionnel.

**3.** Les frais d'enquête de l'Autorité, visés à l'article 170 de la Loi, sont de 85 \$ l'heure par enquêteur.

### SECTION II TARIF DES DROITS EXIGIBLES

**4.** Un droit de 5 000 \$ est exigible d'une entité réglementée lors d'une demande visée à l'article 14 de la Loi.

**5.** Les droits suivants sont exigibles du courtier, du conseiller ou du représentant, à moins qu'il ne soit réputé inscrit en vertu de l'article 57 de la Loi :

1<sup>o</sup> lors d'une demande d'inscription à titre de courtier ou de conseiller, 1 500 \$ ;

2<sup>o</sup> lors d'une demande d'inscription à titre de représentant :

a) d'un courtier membre d'un organisme d'autorégulation auquel l'Autorité a délégué l'application des dispositions concernant l'inscription des représentants, 150 \$ ;

b) d'un courtier qui n'est pas membre d'un tel organisme d'autorégulation, 375 \$ ;

c) d'un conseiller, 375 \$ ;

3<sup>o</sup> le 31 décembre de chaque année, dans le cas du courtier :

a) 1 500 \$ ;

b) pour chacun de ses représentants inscrits au 31 décembre, à l'exclusion de ceux qui ont interrompu leur activité :

i. 175 \$ lorsque le courtier est membre d'un organisme d'autorégulation auquel l'Autorité a délégué l'application des dispositions concernant l'inscription des représentants ;

ii. 375 \$ lorsque le courtier n'est pas membre d'un tel organisme d'autorégulation ;

c) 75 \$ pour chacun de ses établissements, un établissement devant s'entendre comme le lieu où le courtier inscrit exerce ses activités ;

4<sup>o</sup> le premier jour du quatrième mois suivant la fin de l'exercice financier du courtier, l'excédent de 0,14 % du capital utilisé au Québec sur le droit prévu au sous-paragraphe a du paragraphe 3<sup>o</sup>. Le capital utilisé au Québec s'obtient à l'aide de la formule suivante, où le capital total représente le montant indiqué par le courtier au poste capital total de l'État A du Rapport et questionnaire financiers réglementaires uniformes adopté par les organismes d'autorégulation :

capital total	X	salaires payés au Québec	produits réalisés au Québec
		total des salaires + total des produits	
		2	

5° le 31 décembre de chaque année, dans le cas du conseiller :

a) 1 500 \$ ;

b) 375 \$ pour chacun de ses représentants inscrits au 31 décembre à l'exclusion de ceux qui ont interrompu leur activité ;

6° lors du dépôt, par un courtier qui n'est pas membre d'un organisme d'autoréglementation auquel l'Autorité a délégué l'application des dispositions sur l'inscription des représentants ou par un conseiller, de l'avis indiquant qu'il a retenu les services d'un représentant, 50 \$ ;

7° lors du dépôt de l'avis sur l'acquisition de titres ou de l'actif d'un courtier ou d'un conseiller prévu par règlement, 500 \$ ;

8° lors du dépôt du formulaire prévu à l'annexe 33-109A4 du Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription approuvé par l'arrêté ministériel n° 2007-05 du 11 juillet 2007 par ou pour le compte d'une personne physique autorisée, telle que définie dans ce règlement :

a) 375 \$ pour la personne physique autorisée qui agit pour le compte d'un courtier, sauf s'il s'agit d'un membre d'un organisme d'autoréglementation auquel l'Autorité a délégué l'approbation de telle personne ;

b) 375 \$ pour la personne physique autorisée qui agit pour le compte d'un conseiller.

**6.** Un droit de 85 \$ l'heure, par inspecteur, est exigible d'un participant au marché lors de la préparation d'une inspection, de l'inspection elle-même et du suivi des recommandations, dans les 30 jours suivant la date du relevé d'honoraires.

**7.** Un droit de 5 000 \$ est exigible d'une personne qui demande l'agrément conformément à l'article 82 de la Loi.

**8.** Les droits suivants sont exigibles d'une personne agréée :

1° lors d'une demande d'autorisation d'un dérivé pour l'application de l'article 83 de la Loi, 1 250 \$ ;

2° lors du dépôt des renseignements annuels exigés en vertu de l'article 85 de la Loi, 0,005 \$ par contrat conclu au Québec, sous réserve d'un montant minimal de 500 \$.

**9.** Un droit de 500 \$ est exigible lors d'une demande de dispense visée à l'article 86 de la Loi.

**10.** Un droit de 500 \$ est exigible lors d'une demande de désignation d'une personne comme contrepartie qualifiée en vertu de l'article 87 de la Loi.

**11.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

50726

**Publication of draft Regulation in the *Gazette officielle du Québec* for comment –  
Regulation respecting tariffs for costs and fees payable<sup>1</sup>**

Below is the French versions of the following draft Regulation:

- *Regulation respecting tariffs for costs and fees payable.*

This draft Regulation was published in Part 2 of the *Gazette officielle du Québec* dated October 22, 2008 (Vol. 140, No. 43). The text of the draft Regulation may be approved by the government, with or without amendment, after 45 days have elapsed since its publication in the *Gazette officielle du Québec* on October 22, 2008.

Comments regarding the above may be made in writing to the address given in the notice before the expiry of the 45-day period from the date of publication in the *Gazette officielle du Québec*.

**October 24, 2008**

---

<sup>1</sup> Publication authorized by *Les Publications du Québec*

## **Draft Regulation**

Derivatives Act  
(2008, c. 24)

### **Tariffs for costs and fees payable**

Notice is hereby given, in accordance with sections 10 and 11 of the Regulations Act (R.S.Q., c. R-18.1), that the Regulation respecting tariffs for costs and fees payable, appearing below, may be submitted to the Government for approval with or without amendment on the expiry of 45 days following this publication.

The draft Regulation proposes to set the tariff of the costs incurred in connection with an inspection or investigation that established non-compliance with a provision of the Derivatives Act and the investigation costs that the Autorité des marchés financiers may recover from any person found guilty of an offence under the Act or under the derivatives legislation of another legislative authority. It also proposes to set a tariff for the actual costs incurred by the Authority for the administration of the provisions of the Act concerning the obligations of recognized regulated entities.

The draft Regulation also proposes to set the tariff of the fees payable for any formality required by the Act or for services rendered by the Authority, as well as the terms of payment for those fees.

Consequently, fees will be payable by a regulated entity at the time of an application for recognition or for the modification of a recognition decision. Fees will be payable by a dealer, adviser or representative at the time of an application for registration, once a year and upon filing certain documents. Fees will also be required from a market participant with respect to the preparation of an inspection, the inspection itself and the follow-up on the recommendations. Fees will be charged to a person who creates or markets a derivative at the time of an application for qualification to the Authority and at the time of an application for authorization with respect to a derivative or upon filing the annual information. Lastly, fees will be payable at the time of an application for exemption and at the time of an application to designate a person as an accredited counterparty.

Further information on the draft Regulation may be obtained by contacting Daniel Laurion, Director General – special mandates, Autorité des marchés financiers, 800, Square Victoria, 22<sup>e</sup> étage, C. P. 246, Tour de la Bourse, Montréal (Québec) H4Z 1G3; telephone: 514 395-0558, extension 2121; fax: 514 873-3090; e-mail: daniel.laurion@lautorite.qc.ca

Any person wishing to comment on the draft Regulation is requested to submit written comments within the 45-day period to the Minister of Finance, 12, rue Saint-Louis, 1<sup>er</sup> étage, Québec (Québec) G1R 5L3.

MONIQUE JÉRÔME-FORGET,  
*Minister of Finance*

## Regulation respecting tariffs for costs and fees payable

Derivatives Act  
(2008, c. 24, s. 174 subpars. (3) and (5))

### DIVISION I TARIFFS FOR COSTS

- 1.** The costs incurred in connection with an inspection or investigation referred to in section 135 of the Derivatives Act (2008, c. 24) are \$85 an hour per inspector or investigator.
- 2.** The actual costs incurred by the Authority referred to in section 143 of the Act are determined on the basis of a tariff of \$85 an hour per professional agent.
- 3.** The Authority's investigation costs referred to in section 170 of the Act are \$85 an hour per investigator.

### DIVISION II TARIFFS FOR FEES PAYABLE

**4.** A fee in the amount of \$5,000 is payable by a regulated entity at the time of an application referred to in section 14 of the Act.

**5.** The following fees are payable by a dealer, an adviser or a representative unless the dealer, the adviser or the representative is deemed to be registered pursuant to section 57 of the Act:

(1) at the time of an application for registration as a dealer or an adviser, \$1,500;

(2) at the time of an application for registration as a representative:

(a) of a dealer that is a member of a self-regulatory organization to which the Authority has delegated enforcement of the provisions concerning the registration of representatives, \$150;

(b) of a dealer that is not a member of such a self-regulatory organization, \$375;

(c) of an adviser, \$375.

(3) on December 31 of each year, in the case of a dealer:

(a) \$1,500;

(b) for each of its representatives registered on December 31, excluding representatives who ceased activities:

i. \$175 in the case of a dealer that is a member of a self-regulatory organization to which the Authority has delegated the enforcement of the provisions concerning the registration of representatives;

ii. \$375 in the case of a dealer that is not a member of such a self-regulatory organization;

(c) \$75 for each of its establishments, an establishment being the location where the registered dealer carries on its activities;

(4) on the first day of the fourth month following the end of the financial year of a dealer, the amount exceeding 0.14% of the capital employed in Québec and the fee prescribed in subparagraph (a) of subparagraph (3). The capital employed in Québec is calculated in accordance with the following formula, where the total capital represents the amount shown by the dealer on the line "total financial statement capital" of Statement A of the Joint Regulatory Financial Questionnaire and Report adopted by self-regulatory organizations:

total capital X	salaries and wages paid in Québec		revenue earned in Québec
	total salaries and wages	+	total revenue earned
			2

(5) on December 31 of each year, in the case of an adviser:

(a) \$1,500;

(b) \$375 for each of its representatives registered on December 31, excluding representatives who ceased activities;

(6) at the time of filing, by a dealer that is not a member of a self-regulatory organization to which the Authority has delegated the enforcement of the provisions concerning the registration of representatives or by an adviser, of the notice to the effect that it has hired a representative, \$50;

(7) at the time of filing the notice relating to the acquisition of a dealer's or adviser's securities or assets prescribed by regulation, \$500;

(8) at the time of filing the form provided for in Form 33-109F4 of Regulation 33-109 respecting Registration Information approved by Ministerial Order No. 2007-05 dated July 11, 2007 for or on behalf of a permitted individual, as defined in the Regulation:

(a) \$375 for the permitted individual acting on behalf of a dealer, except where the dealer is a member of a self-regulatory organization to which the Authority has delegated approval of such individual;

(b) \$375 for the permitted individual acting on behalf of an adviser.

**6.** An hourly fee of \$85 per inspector is payable by a market participant with respect to the preparation of an inspection, the inspection itself and the follow-up on the recommendations, within 30 days from the date of the statement of fees.

**7.** A fee in the amount of \$5,000 is payable by a person applying for qualification under section 82 of the Act.

**8.** The following fees are payable by a qualified person:

(1) at the time of an application for authorization with respect to a derivative under section 83 of the Act, \$1,250;

(2) at the time of filing the annual information required under section 85 of the Act, \$0.005 per contract entered into in Québec, subject to a minimum of \$500.

**9.** A fee in the amount of \$500 is payable at the time of an application for exemption under section 86 of the Act.

**10.** A fee in the amount of \$500 is payable at the time of an application to designate a person as an accredited counterparty under section 87 of the Act.

**11.** This Regulation comes into force on the fifteenth day following the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*.

8982